

Revue de presse du 02 février 2018

Doctrines

Législation Communautaire

Banque

- (060799) Les règlements techniques de la Commission accompagnant la directive Comptes de paiement, STORRER Pierre (Banque, 01/02/18, n°817)

Bourse et marchés financiers

- (060765) L'encadrement par MIF II du financement de la recherche : implications juridiques et pratiques, MOROY Julie (Bulletin Joly Bourse et produits financiers, 01/01/18, n°1)
- (060753) La notion de « placement privé » abolie par le règlement Prospectus du 14 juin 2017 ?, PIETRANCOSTA Alain, MARRAUD DES GROTTES Alexis (Bulletin Joly Bourse et produits financiers, 01/01/18, n°1, p.60)

Législation Nationale

Assurances

- (060647) L'assurance, le droit et le digital : un mauvais remake du « bon, la brute et le truand » ?, BIGOT Rodolphe (Revue générale du droit des assurances, 01/01/18, n°1)

Banque

- (060798) Format des comptes consolidés des établissements bancaires : la nouvelle recommandation de l'ANC N°2017-02, PATRIGOT Nicolas, JACQUET-LAGREZE Manon (Banque, 01/02/18, n°817)

Bourse et marchés financiers

- (060804) Portée et limites de l'évolution du régime des intermédiaires en biens divers, JEZEQUEL Thibault (Banque, 01/02/18, n°817)
- (060780) Utilisation d'un dispositif d'enregistrement électronique partagé pour la représentation et la transmission de titres financiers (Ord. n° 2017-1674, 8 déc. 2017), LEGEAIS Dominique (J.C.P. E., 25/01/18, n°4, p.9-11)

Civil

- (060769) La réforme du droit des contrats et le dialogue des chambres, CHENEDE François (AJ contrat, 01/01/18, n°1, p.25-30)
- (060709) L'incohérent cantonnement, par l'Assemblée nationale, du domaine du contrat d'adhésion aux contrats de masse, REVET Thierry (Dalloz, 25/01/18, n°3, p.124-128)

Immobilier et urbanisme

- (060761) Le droit immobilier à l'épreuve de l'angoissante question de l'application de la loi dans le temps, JEGOU Hervé, QUIROGA-GALDO Jonathan (Actualité juridique de droit immobilier, 01/01/18, n°1, p.11-20)

Nouvelles technologies et commerce électronique

- (060730) Protection des données : ce que le RGPD va changer le 25 mai 2018, RIBOULET Nathalie (B.R.D.A., 15/01/18, n°2, p.19-24)
- (060713) À propos de la loi pour une république numérique du 7 octobre 2016, (Revue Lamy Droit de l'immatériel, 01/01/18, n°144, p.50-63)

Sociétés et autres groupements

- (060800) La protection des lanceurs d'alerte dans la loi Sapin 2 : vraie révolution ou simple réponse aux scandales récents ?, (Banque, 01/02/18, n°817)

Institutions bancaires et financières

Législation

- (060811) Accord de composition administrative conclu le 30 novembre 2017 avec la société Talence Gestion (SAS) (Accords de composition administrative AMF, 01/02/18)
- (060809) Accord de composition administrative conclu le 30 novembre 2017 avec M. Régis Lefort (Accords de composition administrative AMF, 01/02/18)
- (060808) Accords de composition administrative conclus le 27 novembre 2017 avec les sociétés BNP Paribas, BNP Paribas Arbitrage et Portzamparc société de Bourse (Accords de composition administrative AMF, 01/02/18)
- (060807) Accord de composition administrative conclu le 23 novembre 2017 avec la société Gilbert Dupont (Accords de composition administrative AMF, 01/02/18)

Jurisprudence

Législation Communautaire

Banque

- **(060803) Arkéa est soumise au contrôle prudentiel de la BCE en tant que composante du groupe Crédit Mutuel**
Par deux arrêts du même jour, le Tribunal de l'Union européenne juge que la BCE est en droit d'organiser une surveillance prudentielle consolidée du groupe Crédit Mutuel par l'intermédiaire de la Confédération nationale du Crédit Mutuel (CNCM), y compris à l'égard d'Arkéa. (Tribunal de l'Union européenne - 13/12/17 ; Tribunal de l'Union européenne - 13/12/17 : Banque 2018, n°817 - note de LASSERRE CAPDEVILLE Jérôme, KOVAR Jean-Philippe)

Législation Nationale

Bourse et marchés financiers

- **(060778) Indemnisation des particuliers au titre du devoir de mise en garde : une cassation difficilement compréhensible**
Afin d'apprécier la mise en œuvre du devoir de mise en garde pesant sur les banques, la Cour de cassation force quelque peu la qualification de donneur d'ordre averti, ce qui libère d'autant les intermédiaires. (Cass.Com - 18/10/17 - 16-10271 : Bulletin Joly Bourse et produits financiers 2018, n°1, p.29 - note de RUET Laurent)

- **(060755) Affaire Lemaire/Obadia : les ordres de bourse en attente d'exécution sont-ils des informations privilégiées ?**

L'AMF a décidé que le fait de communiquer à un tiers – en avant-première – la teneur des (futurs) ordres d'achat de son client, afin que ce tiers puisse se positionner en face avec des ordres de vente conduisant à leur exécution facile et rapide, était répréhensible, non seulement au plan disciplinaire de la part de l'intermédiaire financier concerné, mais aussi au plan (quasi) pénal de la part de son contact côté vendeur, lequel est considéré comme un « initié ». (Commission des sanctions de l'AMF - 18/12/17 : Bulletin Joly Bourse et produits financiers 2018, n°1, p.15 - note de MARTIN LAPRADE Franck)

- **(060754) La commission des sanctions de l'AMF se penche à nouveau sur le rôle des CIF à l'occasion d'opérations de levée de fonds**

La décision prononcée par la commission des sanctions de l'AMF le 20 décembre 2017 à l'encontre de la société Finance Utile fournit l'occasion de revenir sur la question du rôle des conseillers en investissements financiers (CIF) à l'occasion d'opérations de levée de fonds. En sanctionnant cette société, et sa présidente, au titre notamment de la fourniture du service d'investissement de placement non garanti, la commission des sanctions rappelle que les CIF ne sont pas habilités à accompagner des émetteurs en vue de la recherche d'investisseurs en dehors d'hypothèses limitées. (Commission des sanctions de l'AMF - 20/12/17 : Bulletin Joly Bourse et produits financiers 2018, n°1, p.44 - note de HERBET Jérôme)

- **(060751) Préjudice causé par le dépassement d'un mandat de gestion de portefeuille**

Le préjudice causé par le non-respect d'un mandat de gestion est constitué par les pertes financières nées des investissements faits en dépassement du mandat, indépendamment de la valorisation éventuelle des autres fonds investis et de l'évolution globale du reste du portefeuille géré conformément au mandat. (Cass.Com - 06/12/17 - 16-23991 : Bulletin Joly Bourse et produits financiers 2018, n°1, p.52 - note de STORCK Michel)

Civil

- **(060722) Réserve héréditaire : rappel opportun de la Cour de cassation**

Au croisement du droit des contrats spéciaux et du droit des successions, un arrêt du 25 octobre 2017 livre au praticien de précieuses informations sur la réserve héréditaire. (Cass.Civ. - 25/10/17 - 16-20156 : J.C.P. N. 2018, n°3, p.35 - note de RANDOUX Nicolas)

Immobilier et urbanisme

- **(060717) Opération de défiscalisation : nullité de la VEFA pour agissement dolosif du vendeur et de son mandataire**
La cour d'appel a pu déduire qu'en usant de manœuvres dolosives, la SCI avait provoqué chez les acquéreurs une erreur sur la rentabilité de leur acquisition qui les avait déterminés à contracter et que le contrat de vente conclu entre les parties devait être annulé. En faisant espérer aux acquéreurs potentiels un gain fiscal et financier alors qu'il connaissait l'état de saturation du marché immobilier, et en leur remettant une étude financière personnalisée destinée à faire croire aux acquéreurs que leur investissement était avantageux et sans aucun risque, le mandataire à l'origine de ces manœuvres a commis un dol à l'égard des acquéreurs. (Cass.Civ. - 12/10/17 - 16-23362 ; 16-23501 : J.C.P. N. 2018, n°3, p.32 - note de SIZARE Christophe)

Pénal

- **(060776) Incrimination de l'auto-blanchiment**
Saisie d'un pourvoi en cassation formé par l'intéressé, la Chambre criminelle a confirmé, en l'espèce, sa jurisprudence antérieure, en reprenant une formule qu'elle avait déjà adoptée dans un arrêt du 9 décembre 2015. En particulier, elle a déclaré que « l'article 324-1 du Code pénal, instituant une infraction générale et autonome de blanchiment, distincte, dans ses éléments matériel et intentionnel, du crime ou du délit ayant généré un produit, réprime, quel qu'en soit leur auteur, des agissements spécifiques de placement, dissimulation ou conversion de ce produit, de sorte que cette disposition est applicable à celui qui blanchit le produit d'une infraction qu'il a commise ». (Cass.Crim - 14/06/17 - 16-84921 : Revue de science criminelle et de droit pénal comparé 2017, n°4, p.750 - note de MATSOPOULOU Haritini)

Procédures collectives

- **(060781) Locataire en liquidation judiciaire : cession et résiliation de bail**
Par les deux décisions commentées, plutôt favorables au bailleur, la Cour de cassation apporte des pierres à l'édifice du régime du bail affecté à l'activité de l'entreprise lorsque le locataire est soumis à une procédure de traitement des difficultés des entreprises. L'une lui permet de bénéficier de la clause de garantie de loyers en cas de cession du bail malgré la mise à l'écart de la clause par l'article L. 641-12 du Code de commerce ; l'autre déclare recevable sa demande de résiliation motivée par le non-paiement de loyers afférents à une occupation postérieure au jugement de redressement judiciaire et antérieure au jugement de conversion du redressement en liquidation en application de l'article L. 622-14 du même code. (Cass.Com - 15/11/17 - 16-19131 ; Cass.Com - 15/11/17 - 16-13219 : J.C.P. E. 2018, n°4, p.22 - note de CERATI-GAUTHIER Adeline)

Sociétés et autres groupements

- **(060710) Encore sur l'abus de minorité**

Un abus de minorité n'est pas susceptible d'entraîner la validité d'une résolution adoptée à une majorité insuffisante (cassation pour violation de l'art. 1134 c. civ., dans sa rédaction antérieure à celle de l'ordonnance n° 2016-131 du 10 févr. 2016) (Cass.Civ. - 21/12/17 - 15-25627 : Dalloz 2018, n°3, p.147 - note de COURET Alain)

Textes

Législation Communautaire

Banque

- (060795) Avis de la Banque centrale européenne du 8 novembre 2017 sur les révisions du cadre de l'Union en matière de gestion de crises (CON/2017/47) (J.O.U.E. série C n°34 du 31/01/18, p.17)
- (060794) Avis de la Banque centrale européenne du 8 novembre 2017 sur les modifications du cadre de l'Union pour les exigences de fonds propres des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CON/2017/46) (J.O.U.E. série C n°34 du 31/01/18, p.5)
- (060785) Décision (PESC) 2018/141 du Conseil du 29 janvier 2018 modifiant la décision 2011/72/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de certaines personnes et entités au regard de la situation en Tunisie (J.O.U.E. série L n°25 du 30/01/18, p.38)
- (060784) Règlement d'exécution (UE) 2018/137 du Conseil du 29 janvier 2018 mettant en œuvre le règlement (UE) n° 101/2011 concernant des mesures restrictives à l'encontre de certaines personnes, entités et organismes au regard de la situation en Tunisie (J.O.U.E. série L n°25 du 30/01/18, p.1)
- (060743) Règlement d'exécution (UE) 2018/126 de la Commission du 24 janvier 2018 modifiant le règlement (UE) 2016/44 du Conseil concernant des mesures restrictives en raison de la situation en Libye (J.O.U.E. série L n°22 du 26/01/18, p.12)
- (060742) Décision d'exécution (PESC) 2018/132 du Conseil du 25 janvier 2018... mettant en œuvre la décision (PESC) 2015/1333 concernant des mesures restrictives en raison de la situation en Libye (J.O.U.E. série L n°22 du 26/01/18, p.12)

Nouvelles technologies et commerce électronique

- (060793) Règlement d'exécution (UE) 2018/151 de la Commission du 30 janvier 2018 portant modalités d'application de la directive (UE) 2016/1148 du Parlement européen et du Conseil précisant les éléments à prendre en considération par les fournisseurs de service numérique pour gérer les risques qui menacent la sécurité des réseaux et des systèmes d'information ainsi que les paramètres permettant de déterminer si un incident a un impact significatif (J.O.U.E. série L n°26 du 31/01/18, p.48)

Public

- (060762) Liste de l'Union européenne des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales (J.O.U.E. série C n°29 du 26/01/18, p.2)

Législation Nationale

Banque

- (060805) Arrêté du 30 janvier 2018 portant application des articles L. 562-3 et suivants et L. 714-1 du code monétaire et financier (J.O. n°26 du 01/02/18)
- (060792) Arrêté du 29 janvier 2018 portant application des articles L. 562-3 et suivants et L. 714-1 et suivants du code monétaire et financier (J.O. n°25 du 31/01/18)
- (060791) Arrêté du 29 janvier 2018 portant application des articles L. 562-3 et suivants et L. 714-1 et suivants du code monétaire et financier (J.O. n°25 du 31/01/18)
- (060771) Arrêté du 25 janvier 2018 portant application des articles L. 562-3 et L. 714-1 et suivants du code monétaire et financier (J.O. n°22 du 27/01/18)
- (060770) Arrêté du 30 décembre 2017 modifiant l'arrêté du 30 décembre 2010 relatif aux conditions d'application de dispositions concernant les prêts ne portant pas intérêt consentis pour financer la primo-accession à la propriété (rectificatif) (J.O. n°22 du 27/01/18)

Bourse et marchés financiers

- (060806) Avis relatif à la composition de la commission des sanctions de l'Autorité des marchés financiers (J.O. n°26 du 01/02/18)
- (060790) Arrêté du 26 janvier 2018 relatif à la création d'obligations assimilables du Trésor 1,25 % 25 mai 2034 en euros (J.O. n°25 du 31/01/18)

- (060772) Convention entre l'Autorité des marchés financiers et FranceAgriMer, l'Etablissement national des produits de l'agriculture et de la mer (J.O. n°22 du 27/01/18)

Public

- (060789) Arrêté du 5 janvier 2018 modifiant l'arrêté du 18 décembre 2014 pris en application du V de l'article 6 de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique (J.O. n°25 du 31/01/18)